



**PRÉFET  
DU  
PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Clermont-Ferrand, le 13 octobre 2022

Nos réf. : 20221013-RAP-63-1174-PAC-StSauves-LixiviatsLaTaupe-  
ProjetCourrierSG.odt

Département du Puy-de-Dôme

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Société VALTOM – Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND)  
des Balusseaux – Communes de Saint-Sauves d'Auvergne et Saint-Sulpice**

Rapport de l'inspection de l'inspection des installations classées

**Objet : Installations classées – Porter à connaissance du VALTOM relatif au traitement des lixiviats  
produits par l'ancien site de La Taupe (43) par la station d'épuration de l'ISDND de Saint-  
Sauves d'Auvergne**

**Réf. : Courrier daté du 10 octobre 2022**

Par la transmission visée en référence, le VALTOM a adressé à la DREAL un dossier de porter à connaissance demandant l'autorisation pour traiter des lixiviats produits par l'ancien site de La Taupe (43) par la station d'épuration au sein de l'ISDND de Saint-Sauves d'Auvergne.

## **1 - PRÉSENTATION**

### **1.1. Le demandeur**

Raison sociale :	Syndicat pour la valorisation et le traitement des déchets ménagers et assimilés, désigné sous le nom de VALTOM
Identification du signataire	président du VALTOM
Siège social :	1, Chemin des Domaines de Beaulieu – 63000 Clermont-Ferrand
Adresse de l'autorisation sollicitée :	Commune de Saint-Sauves au lieu-dit « Les Balusseaux »
Forme juridique :	Syndicat mixte départemental
N° de SIRET :	25630267000045
Code NAF :	3821 Z

### **1.2. Historique et situation administrative du site**

L'ISDND de Saint-Sauves et Saint-Sulpice est exploitée par le SMCTOM de la Haute Dordogne pour le compte du VALTOM, titulaire de l'autorisation. L'exploitation du site est déléguée par le VALTOM au SMCTOM via une convention d'exploitation.

Le VALTOM exploite l'ISDND des Balusseaux sur les communes de Saint-Sauves d'Auvergne et Saint-Sulpice conformément à son arrêté préfectoral n°2021-1461 du 22 juillet 2021 en vigueur.

### 1.3. Contexte de la demande

Suite au transfert acté par l'arrêté préfectoral complémentaire n° BCTE/2022-53 du 10 mai 2022, le VALTOM est titulaire des autorisations préfectorales relatives à l'ancien site de La Taupe situé sur la commune de Vergongheon (43) et, à ce titre, assure son suivi post-exploitant.

Le Syndicat Mixte d'Assainissement du bassin de Brassac-les-Mines a informé le VALTOM en avril 2022 que, compte tenu de problèmes récurrents de performance de la station d'épuration de la commune de Saint-Florine, il ne serait plus possible de traiter dans cette station les lixiviats produits par le site de La Taupe à compter du 1er novembre 2022.

Par courrier daté du 10 octobre 2022, le VALTOM vous a donc adressé un dossier de porter à connaissance demandant l'autorisation de traiter ces lixiviats par la station d'épuration de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Saint-Sauves d'Auvergne.

La demande porte sur un volume moyen de 30 m<sup>3</sup> par semaine pour un volume de traitement moyen de la station d'épuration de l'ISDND de Saint-Sauves de 180 m<sup>3</sup> par semaine.

## 2 - ANALYSE DE LA DEMANDE PAR L'INSPECTION

- *Respect du principe de proximité :*

Depuis avril 2022, le VALTOM est à la recherche d'une solution technique et a pour cela sollicité les exutoires de proximité qui ont tous indiqué être dans l'impossibilité de recevoir ces lixiviats pour des raisons réglementaires, de dimensionnement et ou de capacité technique.

Les solutions restantes sont donc les stations d'épuration internes aux autres ISDND situées à proximité de Vergongheon, à savoir les ISDND d'Ambert, de Saint-Diéry et de Saint-Sauves. Cependant, les travaux en cours sur le site d'Ambert (dont certains portent sur le bassin de stockage de lixiviats) et l'arrivée d'eaux parasites sur le site de Saint-Diéry en période hivernale qui rendent le suivi de l'unité de traitement complexe, seul le site de Saint-Sauves est en capacité d'accueillir ces lixiviats.

- *Situation administrative :*

La note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets (version du 27 avril 2022) précise que les installations de traitement d'effluents liquides non dangereux acheminés avec rupture de charge, ayant le statut de déchet (par exemple, lixiviats issus d'une ISDND) relèvent de la rubrique 2791 « Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971 » :

La quantité de déchets traités étant :

- |                                   |              |
|-----------------------------------|--------------|
| 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ; | <b>(A-2)</b> |
| 2. Inférieure à 10 t/j.           | <b>(DC)</b>  |

Dans son courrier du 10 octobre 2022, le VALTOM s'engage à ne pas dépasser le seuil de 10 tonnes / jour pour la quantité de lixiviats traités en provenance du site de La Taupe en limitant le seuil de pompage de l'unité de traitement dans le bassin de stockage au besoin pour garantir le respect de ce seuil en lissant sur 5 jours.

Dans ce cadre, un suivi spécifique sera mis en place :

- du débit de traitement de la station d'épuration ;
- de la gestion des transports pour ne pas avoir d'apports successifs de 30 m<sup>3</sup> dans un délai de moins de 3 jours de fonctionnement.
- Acceptabilité de la charge par la station d'épuration de l'ISDND de Saint-Sauves d'Auvergne.

Le traitement des lixiviats sur l'ISDND de Saint-Sauves est assuré par passage des lixiviats dans un filtre à charbon actif (remplacement du filtre annuellement). L'apport de lixiviats complémentaires entraînera un remplacement plus précoce du filtre, celui-ci ayant été changé en dernier lieu le 7 juillet 2022.

Une étude d'acceptabilité des lixiviats a été réalisée par SUEZ laquelle conclut que, d'une part, la saturation précoce du filtre ne peut être évaluée en amont et que, d'autre part, la station de traitement de Saint-Sauves sera bien en capacité de recevoir ces effluents au vu des volumes à traiter (30 m<sup>3</sup> par semaine en moyenne).

- *Durée :*

Le VALTOM précise que cette demande doit lui permettre de réaliser les démarches nécessaires à l'autorisation de cette activité sur l'ensemble de ses ISDND pour garantir un secours et étudier les autres solutions de traitement envisageables, tel que le traitement in situ sur l'ISDND de Puy-Long à partir de 2025 (en lien avec la demande d'autorisation environnementale en cours).

L'inspection propose donc de limiter l'autorisation demandée à 6 mois, durée qui a par ailleurs été validée par le VALTOM.

### **3 - CONCLUSION**

En conclusion, l'inspection des installations classées propose d'autoriser le VALTOM à traiter les lixiviats exclusivement produits par l'ancien site de stockage de La Taupe à Vergongheon, dans la station d'épuration de l'ISDND de Saint-Sauves d'Auvergne, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022 et pour une durée de 6 mois maximum, sous réserve :

- de veiller strictement à ne pas traiter plus de 10 tonnes par jours de lixiviats en provenance du site de La Taupe en adaptant le débit de pompage dans le bassin de stockage intermédiaire et en veillant à interdire tout apports successifs de 30 m<sup>3</sup> dans un délai de moins de 3 jours ;
- d'assurer une traçabilité précise des volumes de lixiviats qui seront apportés sur le site de Saint-Sauves d'Auvergne ;
- d'adopter une fréquence mensuelle (contre une fréquence trimestrielle actuellement) pour le suivi des rejets de l'ISDND de Saint Sauves. Il semble en effet important d'être en capacité de suivre plus précisément le bon fonctionnement dans le temps de l'efficacité du charbon actif utilisé sur la station de traitement ;
- d'informer immédiatement l'inspection de toute dérive constatée sur la qualité des effluents rejetés au milieu naturel.
- de respecter les dispositions prévues par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 ;

Un projet de courrier rédigé en ce sens est joint au présent rapport.

Rédigé par l'inspecteur de l'environnement  Signé le 17/10/2022	Vérifié par l'inspecteur de l'environnement  Signé le 17/10/2022	Approuvé par Le Chef de l'unité interdépartemental Cantal Allier Puy-de-Dôme  Signé le 17/10/2022
--	---	--